



Veille des Etats d'Europe centrale et balte

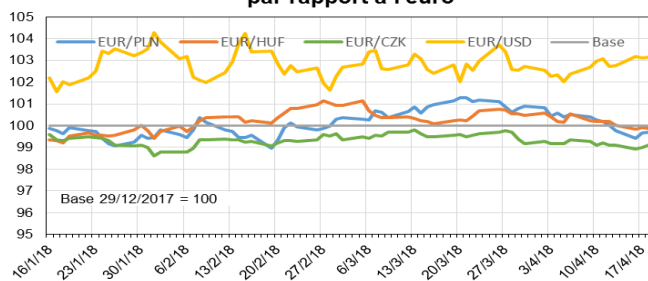
N° 10/2018

Du 13 au 20 avril 2018

Ensemble de la zone

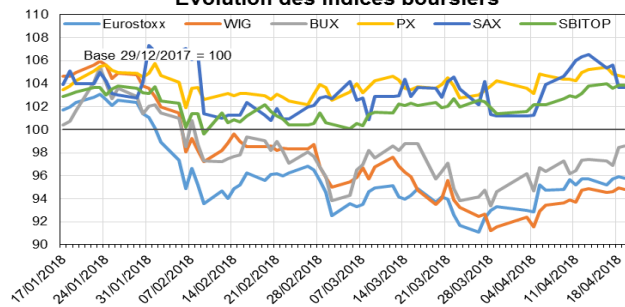
MARCHES FINANCIERS

Evolution des devises à taux flottant de la zone par rapport à l'euro



Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Evolution des indices boursiers



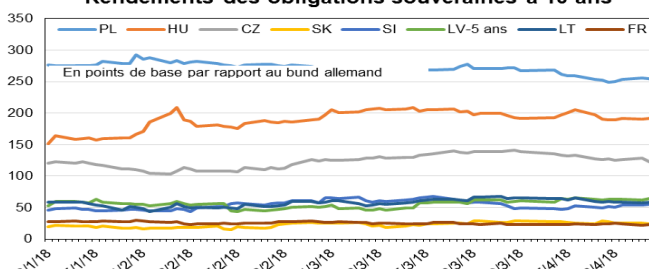
Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Clôtures au	19/04/2018	12/04/2018	Variation hebdomadaire	Depuis fin 2017
EUR/PLN*	4,166	4,1769	-0,26%	-0,31%
EUR/HUF*	310,48	311,12	-0,21%	-0,11%
EUR/CZK*	25,311	25,302	+0,04%	-0,91%
EUR/USD*	1,2395	1,2325	+0,57%	+3,13%
WIG20	60419,58	60393,23	+0,04%	-5,22%
BUX	38818,97	38330,37	+1,27%	-1,42%
PX	1 127,46	1 131,78	-0,38%	+4,57%
Eurostoxx	3 040,3	3 042,09	+0,04%	-4,23%
Spread PL-10	248,2	248,4	-0,2 pb	-94,2 pb
Spread HU-10	197,6	189,8	7,8 pb	-101,7 pb
Spread CZ-10	119,4	127,8	-8,4 pb	+93,4 pb

* Un signe négatif signifie une appréciation de la devise par rapport à l'euro.

Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

Rendements des obligations souveraines à 10 ans



Source : Thomson Reuters, Calculs DG Trésor (SER de Varsovie)

POLITIQUE MONÉTAIRE

Taux d'intérêt (%)							
Zone euro		Rép. tchèque	Pologne	Hongrie			
Taux de refinancement au jour le jour*	0,00	Taux repo (de refinancement à 2 semaines)*	0,75	Taux de refinancement à 1 semaine*	1,50	Taux de facilité de dépôt à 3 mois*	0,90
Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,40	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,05	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	0,50	Taux de facilité de dépôt au jour le jour	-0,05
Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour	0,25	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	1,5	Taux Lombard (de facilité de prêt marginal au jour le jour)	2,50	Taux de facilité de prêt marginal au jour le jour et à une semaine	0,90
Réserves obligatoires	1,00	Réserves obligatoires	2,00	Réserves obligatoires	3,50	Réserves obligatoires	2,00

* Taux directeur

Sources : Banques centrales

**AFFAIRES EUROPEENNES**

- **L'excédent du commerce international de biens de la zone euro atteint en février 2018 18,9 milliards d'euros contre 16,1 milliards d'euros en février 2017 et 3,3 milliards d'euros pour l'UE à 28**, selon un communiqué d'Eurostat du 13 avril. Les exportations de biens de la zone euro vers le reste du monde atteignent 177,5 milliards d'euros en février 2018 (+3% en g.a) et les importations depuis le reste du monde atteignent 158,6 milliards d'euros (+1,5% en g.a). Le commerce de biens intra-zone euro représente 153,7 milliards d'euros en février 2018 (+3,9% en g.a).
- **Le taux d'inflation annuel en mars 2018 s'établit à 1,3% dans la zone euro (contre 1,1% enregistrés en février) et à 1,5% dans l'UE (contre 1,4% enregistrés en février)**, selon un communiqué d'Eurostat du 18 avril. Entre février et mars 2018, l'inflation annuelle a baissé dans six Etats de l'UE, a augmenté dans quinze Etats et est restée stable dans six Etats. Les taux d'inflation les plus élevés ont été observés en Roumanie (+4%), en Estonie (+2,9%), au Royaume-Uni (+2,7%), en Lituanie et en Slovaquie (+2,5%) et les taux les plus faibles ont été observés à Chypre (-0,4%), en Grèce (+0,2%), au Danemark (+0,4%) et en Irlande (+0,5%). Les plus fortes contributions au taux d'inflation annuel de la zone euro en mars 2018 proviennent des services (+ 0,67 pp), de l'alimentation, alcool et tabac (+0,41 pp), de l'énergie (+0,20 pp) et des biens industriels hors énergie (+0,07pp).
- **La production dans le secteur de la construction a augmenté de 0,4% dans la zone euro en g.a en février 2018 et a diminué de 0,1% dans l'UE**, selon un communiqué d'Eurostat du 18 avril. En février 2018 par rapport à janvier 2018, la production dans le secteur de la construction a diminué de 0,5% dans la zone euro et de 0,8% dans l'UE. Entre février 2017 et février 2018, les plus fortes hausses de la production dans le secteur de la construction ont été enregistrées en Pologne (+31,1%), en Hongrie (+26,1%) et en Roumanie (+10,6%) et les plus fortes baisses ont été enregistrées en Belgique (-5,3%), au Royaume-Uni (-3,9%) et en France (-3%).

Pologne

- **Le nombre de nouveaux logements mis en vente au premier trimestre 2018 a augmenté de 10,6% en g.a**, s'établissant à 44 900 unités selon le Bureau des statistiques (GUS). Cette tendance à la hausse s'explique par une très forte demande de logements, notamment les logements neufs qui affichent une augmentation de la demande de +12,1% en g.a. On notera une nette augmentation du nombre de nouveaux permis de construire délivrés au premier trimestre 2018, (+10,8% en g.a, soit 66 800 permis délivrés), un rythme toutefois considérablement inférieur au premier trimestre 2017 où un rebond de +42,8% en g.a avait été enregistré.
- **Le nombre d'immatriculations de nouveaux véhicules personnels a atteint en mars 2018 un niveau historiquement élevé**, le plus haut niveau depuis l'an 2000. D'après l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), le nombre de nouvelles immatriculations a atteint en mars 51 700 voitures, soit une hausse 4,5% en g.a. L'ACEA explique cette forte hausse par le regain de la demande des clients institutionnels (entreprises et administrations), la part des achats effectués par les ménages n'étant que de 30,3% des achats globaux. Sur le 1er trimestre 2018, le nombre de nouvelles immatriculations des véhicules personnels a atteint 139 900 véhicules (+11,1% en g.a).
- **La production industrielle a augmenté en mars 2018 de 1,8% en g.a**, soit la plus faible augmentation au cours des douze derniers mois. Il s'agit d'un résultat inférieur au chiffre du mois de février (+7,4% en g.a) et au consensus du marché qui était de +3,6%. On notera la quasi-stagnation de l'activité de l'industrie manufacturière (+0,6% en g.a.). En revanche, le secteur du BTP-construction affiche un taux de croissance de +16,2% en g.a. Pour le mois d'avril, le Ministère de l'Entrepreneuriat et des Technologies prévoit une nette accélération de l'activité tant du secteur de l'industrie (avec une croissance prévue de près de 10% en g.a.) que du BTP-construction (environ +20% en g.a.).



- **Le taux d'inflation a légèrement diminué en mars, s'établissant à 1,3% en g.a**, d'après GUS. L'inflation se situe ainsi à un niveau inférieur au consensus du marché (1,6%) et a diminué de 0,1pp par rapport au mois de février. On notera une hausse marquée du prix des denrées alimentaires (+3,7% en g.a) et une baisse marquée des prix du carburant (-2,3% en g.a). L'inflation sous-jacente est aussi en légère diminution en mars, s'établissant à 0,7% en g.a d'après les chiffres de la Banque Centrale polonaise (NBP). En revanche, la hausse des prix à la production industrielle (PPI) se chiffre à 0,3% en g.a en mars, soit un niveau plus élevé que prévu par les analystes (0%) et plus élevé qu'au mois de février (-0,1% en g.a).
- **Le salaire mensuel moyen dans le secteur privé a augmenté de 6,7% en g.a au mois de mars, atteignant 4 887 PLN (1163 €)**, d'après GUZ. Cette hausse du salaire moyen est conforme au consensus de marché, qui prévoyait une hausse de 6,6%. Sur l'ensemble du premier trimestre 2018, le salaire moyen dans le secteur privé a augmenté de +7,1% en g.a, soit la hausse la plus rapide depuis 2008. Dans le même temps, l'emploi au sein des entreprises de plus de 10 salariés a augmenté de 3,7% en termes annuels, soit un chiffre conforme au consensus du marché et identique à celui du mois de février. Entre mars 2017 et mars 2018, 224 000 nouveaux emplois ont été créé dans les entreprises de plus de dix salariés.
- **Vers un nouveau régime de taxation de l'immobilier commercial en Pologne.** Le Ministère des Finances a indiqué, à la suite de consultations effectuées avec la Commission européenne, son souhait de mieux encadrer le régime de taxation de l'immobilier commercial en mettant en place des minimas d'impôts afin de mieux lutter contre l'optimisation fiscale agressive. Le nouveau dispositif consiste à assujettir l'exploitation des immobiliers commerciaux à une taxe minimale mensuelle de 0,042% dès lors que la valeur initiale de l'immobilier concerné est supérieure à 10 millions PLN (2,38 millions d'euros). La taxation ne portera que sur les bâtiments et les parts des biens immobiliers qui font l'objet d'un contrat à titre onéreux (location, leasing, etc.); les parties non exploitées commercialement ne seront pas taxées. Les bâtiments construits dans le cadre des programmes publics en faveur du logement social ne seront pas taxés non plus. On notera que le seuil de 10 millions PLN sera appliqué à un propriétaire et non pas à chaque immeuble (ainsi, un propriétaire de trois bâtiments d'une valeur unitaire de 3 millions PLN sera assujetti).
- **La part des banques polonaises dans les actifs du secteur dépasse les 50% pour la première fois depuis 1999**, a annoncé la Commission de Supervision Financière (KNF). Fin 2017, la part des actifs du secteur détenus par les banques polonaises atteignait 54,5% (+11,1 pp par rapport à 2016), situation notamment liée au rachat par l'assureur public PZU avec le Fonds public de développement (PFR) de la banque Pekao SA à l'italien Unicredit en juin 2016. Le communiqué indique également des chiffres concernant la part dans les actifs détenus par les banques contrôlées par les investisseurs étrangers: 10,2% du total pour les allemands, 8,6% pour les espagnols, 7% pour les français, 6,9% pour les néerlandais, 4% pour les portugais et 3,3% pour les américains.

Hongrie

- **Les prix des produits agricoles ont augmenté de 4,9% en g.a en février 2018**, selon les données rendues publiques par l'Office statistique national (KSH) le 13 avril. Sur la période du 1^o janvier au 28 février 2018, les prix agricoles ont augmenté de 1,6% g.a.
- **Le bénéfice de la Banque Hongroise de développement a atteint 11,94 milliards de HUF (38,48 millions d'euros) en 2017**, d'après un communiqué du 10 avril. En 2016, le bénéfice de cette banque spécialisée dans l'aide aux entreprises n'avait été que de 323 millions de HUF (1,04 millions d'euros). Le montant total des crédits de la banque s'est élevé à 715 milliards de HUF (2,304 milliards d'euros) fin 2017, soit une hausse de 4 milliards de HUF (12,888 millions d'euros) en un an.
- **Les réserves liquides de la Banque Centrale de Hongrie (NBH) libellées en forints hongrois ont diminué de 71,9 milliards HUF (231,7 millions d'euros) entre février et mars 2018**, selon un communiqué de la NBH du 12 avril. Les réserves de la NBH libellées en forints hongrois représentent 1 301 milliards de HUF (4,192 milliards d'euros) fin mars 2018.



- **Le chiffre d'affaires du secteur de la construction a augmenté de 26% en g.a en février 2018**, d'après les données rendues publiques par KSH le 13 avril. Le chiffre d'affaire du secteur de la construction atteint 153,9 milliards HUF (494,6 millions d'euros) en février 2018, contre 112,3 milliards HUF (361,6 millions d'euros) atteint en février 2017. Entre février 2017 et février 2018, le chiffre d'affaires a augmenté de 19,8% pour la construction et de 40,1% pour l'ingénierie civile de la construction.
- **Le nombre d'entreprises enregistrées en Hongrie a augmenté de 1,3% en 2017**, atteignant le nombre de 1,870 millions à la fin de l'année (contre 1,846 millions fin 2016), selon les données de KSH publiées le 16 avril. Parmi tous les entrepreneurs enregistrés en Hongrie, 54% étaient salariés à temps plein, 39% étaient salariés à temps-partiel et 9% étaient des retraités. La plupart des entreprises opéraient dans le secteur agricole (27%), dans l'immobilier (13%), dans le commerce (11%) et dans la comptabilité et le conseil (11%).
- **Le compte des transactions courantes affiche un excédent de 504 millions d'euros en février 2018**, selon un communiqué de la NBH du 16 avril. En janvier 2018, l'excédent du compte des transactions courantes avait atteint 572 millions d'euros. Sur la période du 1^{er} janvier au 28 février 2018, l'excédent des transactions courantes atteint donc 1076 millions d'euros (contre 1041 millions d'euros enregistrés en janvier-février 2017). En février 2018, l'excédent commercial de la Hongrie représente 377 millions d'euros et les transferts de capitaux de l'UE vers la Hongrie représentent 312 millions d'euros. La capacité de financement nette du pays, mesurée par la somme des comptes courant et de capitaux, atteint 816 millions d'euros pour le mois de février 2018.
- **Le FMI a relevé sa prévision de croissance pour la Hongrie à 3,8% pour 2018 le 17 avril**, contre 3,4% initialement prévus en octobre 2017. Le FMI table ensuite sur une croissance de 3% en 2019. L'inflation devrait atteindre 2,7% en 2018 et 3,3% en 2019 ; le chômage 3,8% en 2018 et 3,5% en 2019 et l'excédent du compte des transactions courantes devrait atteindre 2,5% du PIB en 2018 et 2,4% du PIB en 2019. Le gouvernement hongrois table en revanche sur une croissance de 4,3% en 2018.
- **Les prix alimentaires ont augmenté de 4,9% en g.a en février 2018**, d'après les statistiques de KSH publiées le 16 avril. Les produits dont le prix a le plus augmenté en février 2018 sont les fruits (+28,9%), les céréales (+18,1%) et les produits animaliers (+10%) et ceux dont le prix a le plus baissé sont les pommes de terre (-18%), les légumes (-16,3%) et les plantes industrielles (-8,6%).

République tchèque

- **L'excédent du compte courant tchèque atteint 31 milliards de CZK (1,226 milliards d'euros) en février 2018**, selon un communiqué de la Banque Centrale tchèque (CNB) du 13 avril. L'excédent du compte courant est en baisse de 7,2% en g.a (33,4 milliards de CZK avait été enregistrés en février 2017) et en hausse de 7,3% en glissement mensuel (28,9 milliards de CZK avait été enregistrés en janvier 2018).
- **L'encours des créances de la République Tchèque sur les Etats étrangers s'élevait à 29,6 milliards de CZK (1,171 milliards d'euros) fin 2017**, soit un chiffre en baisse de 8,5 milliards de CZK (335 millions d'euros) d'après un communiqué du Ministère des finances du 13 avril. La baisse de l'encours s'explique par la dépréciation de certaines monnaies, notamment le dollar américain, par rapport à la couronne tchèque. Le pays le plus endetté à l'égard de la République Tchèque est Cuba avec un encours de 7 milliards de CZK (275 millions d'euros). Les autres pays les plus endettés à l'égard de la République Tchèque sont ceux de l'ancienne Yougoslavie, le Soudan, la Libye, l'Iran et l'Irak.
- **Le groupe de sécurité informatique tchèque Avast devrait entrer en bourse à Londres en mai 2018**. En 2017, le groupe avait réalisé un chiffre d'affaire de 653 millions de dollars et employait 1700 personnes. Le groupe, qui est actuellement détenu à 46% par ses fondateurs et à 29% par une société d'investissement, à l'intention de mettre en bourse 25% de son capital.



- **Le FMI a revu à la hausse sa prévision de croissance 2018 à 3,5% le 17 avril**, contre 2,6% initialement prévus en octobre 2017. En 2019, le PIB tchèque devrait croître de 3%. Le taux de chômage devrait s'établir à 3% de la population active en 2018 puis à 3,2% en 2019.
- **Le gouvernement tchèque a approuvé le versement d'une compensation de deux milliards CZK (79,2 millions d'euros)** pour les agriculteurs tchèques ayant été touchés par la sécheresse durant l'été 2017. 208 millions de CZK (8,24 millions d'euros) seront également alloués aux producteurs de fruits ayant été touchés par la période de gel tardive de fin avril 2017. Le gouvernement devrait aussi prochainement débloquer 141 millions de CZK (5,58 millions d'euros) pour améliorer les systèmes d'irrigation. Le vice Premier-Ministre Richard Brabec a toutefois annoncé que ces dotations ne compenseraient qu'une faible partie des dommages agricoles causés par les intempéries en 2017, ceux-ci étant estimé à 12 milliards de CZK (475 millions d'euros).
- **L'industrie automobile tchèque a enregistré une baisse de sa production au premier trimestre 2018 de 2,6% en g.a**, avec 377 000 véhicules sortis des usines entre le 1^o janvier et le 31 mars. 63% de cette production a été réalisé par *Skoda Auto*. L'industrie automobile tchèque, en croissance constante depuis 2013, avait enregistré une croissance de 5% en 2017 avec près de 1,4 millions de véhicules produits.
- **La pension de retraite moyenne atteignait 11 850 CZK mensuels (468 euros) en République Tchèque au quatrième trimestre 2017**, selon les données de Conseil de Sécurité Sociale publiées le 19 avril. La pension moyenne mensuelle était de 13076 CZK (516 euros) pour les hommes et 10758 CZK (425 euros) pour les femmes. La moitié des retraités percevaient une pension inférieure à 11731 CZK (465 euros) et seulement un dixième une pension supérieure à 14995 CZK (592 euros). La pension de retraite moyenne était la plus élevée à Prague où elle atteignait 12646 CZK (499 euros) et la plus faible dans la région d'Olomouc où elle atteignait 11496 CZK (454 euros) mensuels. La République Tchèque comptait fin 2017 2,4 millions de retraités parmi ses 10,5 millions d'habitants et le salaire moyen mensuel atteignait 31646 CZK (1250 euros) au quatrième trimestre 2017 dans le pays.

Slovaquie

- **Le salaire moyen a augmenté de 6,2% en g.a en février 2018 et atteint 893 euros bruts mensuels**, selon un communiqué de l'Office statistique du 12 avril. En termes réels, la hausse du salaire mensuel moyen atteint 4% en g.a. Le salaire moyen le plus élevé est observé dans le secteur de la technologie de l'information et de la communication (1759 euros bruts mensuels) et le plus faible dans le secteur de la restauration (458 euros bruts mensuels). D'après les prévisions de la banque centrale de Slovaquie, le salaire moyen nominal brut devrait croître de 5,4% en 2018, 5,6% en 2019 et 5,4% en 2020. En termes réels, la hausse devrait atteindre 3,1% en 2018, 3,3% en 2019 et 3% en 2020.
- **Le niveau des commandes industrielles a chuté de 0,6% en g.a en février 2018 et atteint 4,39 milliards d'euros**, d'après les données de l'Office statistique national publiées le 16 avril. En janvier 2018, les commandes industrielles avaient déjà chuté de 3,2% en g.a. Sur la période du 1^o janvier au 28 février 2018, les commandes industrielles ont chuté de 1,8% comparé à la même période en 2017.
- **L'inflation atteint 2,4% en g.a en mars 2018, en hausse de 0,3pp par rapport à février 2018**, selon les chiffres de l'Office statistique national rendues publiques le 13 avril. Dans le même temps, l'inflation sous-jacente atteint 2,7% en g.a en mars, contre 2,3% enregistrés en g.a en février dernier. Cette hausse de l'inflation s'explique notamment par la hausse des prix de l'alimentation (6% en g.a en mars contre 4,9% en g.a en février).
- **2389 entreprises slovaques ont délocalisé à l'étranger en 2017**, d'après les statistiques fournies mi-avril par le cabinet de conseil Bisnode. La plupart de ces entreprises ont délocalisé en Hongrie (622 entreprises), en République Tchèque (514 entreprises) et en Bulgarie (129 entreprises) ; la Hongrie représenterait d'après l'analyse de Bisnode une destination attractive pour les firmes slovaques avec un taux d'imposition



sur les sociétés fixé à 9% (contre 21% en Slovaquie). La majeure partie des entreprises (1009) ayant choisi de délocaliser avait leur siège dans la région de Bratislava.

- **Le FMI a revu sa prévision de croissance 2018 à la hausse à 4% le 17 avril**, contre 3,4% initialement prévus en octobre 2017. En 2019, le rythme de croissance devrait s'accélérer à 4,2%.
- **Les ventes de voitures neuves ont diminué de 5% en g.a en mars 2018, avec au total 8550 véhicules vendu en Slovaquie.** La baisse a été de même ampleur dans l'UE en mars 2018 avec 1,8 millions de voitures neuves vendues ; la première baisse enregistrée pour un mois de mars depuis 2014.
- **Le taux de chômage a chuté à 5,55% de la population active fin mars 2018**, d'après les chiffres rendus publics par le Ministère du travail le 19 avril. En un mois, le taux a reculé de 0,17 pp et en un an de 2,49 pp ; la Slovaquie compte ainsi 187 759 chômeurs fin mars 2018. 17 districts slovaques ont enregistré en mars un taux de chômage inférieur à 3%, un record d'après le Ministre du travail Jan Richter, tandis que le taux de chômage reste encore supérieur à 10% dans quinze districts du pays. L'objectif du Ministère du travail est de faire diminuer le taux de chômage sous la barre symbolique des 5% d'ici la fin de l'année 2018.

Slovénie

- **Le salaire mensuel moyen brut atteint 1638 euros en février 2018, soit une hausse de 3,6% en termes nominaux et de 1,9% en termes réels en g.a**, a annoncé l'office statistique national slovène le 16 avril. Le salaire mensuel moyen net atteint 1066,33 euros en février 2018, soit une hausse de 3,1% en g.a.
- **La banque Nova Ljubljanska Banka (NLB) a enregistré un profit net de 225,1 millions d'euros en 2017 (+105% par rapport à 2016)**, d'après un communiqué de la banque du 16 avril. Les actifs consolidés de la NLB représentaient 12,238 milliards d'euros en 2017 (contre 12,039 milliards d'euros en 2016) et étaient détenus par des filiales de Slovénie (68% des actifs globaux), de Bosnie-Herzégovine et de Macédoine (10% chacune), du Kosovo (5%), du Monténégro (4%) et de Serbie (3%).
- **La banque Addiko a enregistré un profit net de 18,9 millions d'euros en 2017 (+47% par rapport à 2016)**, selon un communiqué de la banque du 16 avril. Les actifs de la banque représentent 1,54 milliards d'euros en 2017 (+9% par rapport à 2016). Dans le même temps, les coûts de fonctionnement ont augmenté de 8%, les intérêts collectés par la banque de 36% et les frais et commissions de 14% en 2017.
- **Le chiffre d'affaire du secteur de la construction a augmenté de 8,6% en g.a en février 2018**, selon les données de l'institut statistique rendues publiques le 13 avril.
- **Le FMI a relevé sa prévision de croissance à 4% pour l'année 2018 le 17 avril**, contre 2,5% initialement prévus en octobre 2017. L'économie slovène devrait croître ensuite de 3,2% en 2019. L'inflation devrait atteindre 1,7% en 2018 (contre 1,8% prévus en octobre dernier) puis 2% en 2019. Le taux de chômage, qui atteignait 6,8% de la population active en 2017, devrait chuter à 5,9% en 2018 puis à 5,5% à 2019. Le solde de la balance courante, qui était excédentaire de 6,5% du PIB en 2017, devrait s'établir à un excédent de 5,9% en 2018 et de 5,5% en 2019.
- **Le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 2400 entre janvier et février 2018, soit 0,3%**, selon les données de l'office statistique national slovène rendues publiques le 17 avril. La Slovénie compte ainsi 856 800 personnes actives fin février 2018, soit une hausse de 3,7% en un an.
- **Le nombre d'immatriculations de nouvelles voitures a augmenté de 8,9% en g.a au premier trimestre 2018**, d'après les données de l'Association des constructeurs européens d'automobiles rendues publiques mi-avril. 20 359 voitures ont ainsi été immatriculées en Slovénie au premier trimestre 2018, l'augmentation atteint 20,1% sur le seul mois de mars. Pour rappel, le nombre d'immatriculations de voitures en Slovénie avait atteint 70 892 en 2017, soit une hausse de 11,3% par rapport à 2016.



- **Le profit net des banques commerciales en Slovénie a diminué de 5,5% en g.a sur la période du 1^{er} janvier au 28 février 2018**, s'établissant à 69,9 millions d'euros, d'après les données rendues publiques par la Banque Centrale de Slovénie le 18 avril. Les revenus des intérêts des banques ont chuté sur la même période de 4,5% en g.a (atteignant 102,8 millions d'euros) et les revenus des frais et commissions ont augmenté de 0,2% en g.a (atteignant 51,9 millions d'euros).

ETATS BALTES

Estonie

- **Le FMI prévoit une croissance de 3,9% en 2018 et de 3,2% en 2019**, d'après les prévisions rendues publiques le 17 avril. L'inflation devrait atteindre 3% en 2018 puis ralentir à 2,5% en 2019. Le taux de chômage devrait s'établir à 6,3% de la population active en 2018 puis augmenter à 6,7% en 2019.
- **La présidence européenne de l'Estonie au deuxième semestre 2017 a coûté au pays 68,1 millions d'euros**, soit 10,7 millions d'euros de moins que prévus, a annoncé le service de presse de la présidence estonienne. Au cours de la présidence européenne de l'Estonie, plus de 50 manifestations autour de l'UE étaient organisés en Estonie, dont 32 conférences, cofinancées ou financées intégralement pour la plupart par les institutions de l'UE. Près de 27000 visiteurs (dont environ 1000 journalistes) ont assisté à ces manifestations, ce qui représente une recette globale de 7,3 millions d'euros supplémentaires pour l'Estonie.

Lettonie

- **La compagnie aérienne Air Baltic a effectué 11 591 vols et transporté 729 897 passagers au premier trimestre 2018**, soit une hausse de 24% par rapport au premier trimestre 2017, a annoncé la compagnie le 16 avril. Sur le seul mois de mars 2018, la compagnie a transporté 280 724 passagers (+25% en g.a) et a effectué 4 216 vols (+15% en g.a). Dans le même temps, le taux de remplissage des vols atteint en moyenne 72% en mars 2018 et 67% sur l'ensemble du premier trimestre 2018.
- **Le FMI prévoit une croissance de 4% en 2018 (soit le plus fort taux de croissance parmi les pays baltes) et de 3,5% en 2019**, d'après les prévisions publiées le 17 avril. L'inflation devrait atteindre 3% en 2018 puis ralentir à 2,5% en 2019. Le taux de chômage devrait rester relativement stable à 8,2% en 2018 puis à 8,1% en 2019.
- **43% des entreprises ont été affecté par la pénurie de main d'œuvre en Lettonie en 2017, un chiffre en hausse de 4 pp par rapport à 2016**, tels sont les résultats d'un sondage mené auprès de 750 entreprises lettones par la Banque Citadele. La proportion des entreprises selon leur taille considérant la pénurie de main d'œuvre comme un problème est la suivante :
 - 41% des entreprises de moins de 9 salariés.
 - 55% des entreprises de 10 à 49 salariés.
 - 75% des entreprises de 50 à 249 salariés.
 - 93% des entreprises de plus de 250 salariés.

Lituanie

- **L'inflation atteint 3,7% en g.a en Lituanie en mars 2018, soit une baisse de 0,1 pp par rapport à février**, d'après les données rendues publiques par l'institut statistique national le 13 avril. Entre mars 2017 et 2018, les produits dont les prix ont le plus augmenté en Lituanie sont les produits énergétiques (+19,6%), l'huile et les graisses (+11,9%), le tabac (+8,9%) et les services de restaurations (+7,7%). En revanche, une baisse des prix du thé, café et cacao (-6,3%), des produits pharmaceutiques (-3,9%), des sucreries (-2,7%), des légumes (-1,9%) et des services de téléphonie (-1,3%).



- **Le FMI table sur une croissance de 3,2% en 2018 et de 3% en 2019**, d'après les prévisions publiées le 17 avril. L'inflation devrait rester stable à 2,2% en 2018 et 2019. Le taux de chômage devrait rester relativement stable à 6,9% en 2018 puis à 6,8% en 2019.
- **Les recettes du principal tour-opérateur lituanien Novaturas ont atteint 25,8 millions d'euros au premier trimestre 2018**, en hausse de 48% par rapport au premier trimestre 2017, selon les chiffres communiqués par la compagnie le 16 avril. Sur le seul mois de mars 2018, les recettes ont atteint 10,1 millions d'euros (+46% en g.a). Au premier trimestre 2018, la compagnie a fourni 37 600 clients, soit 51% de plus qu'au premier trimestre 2017. En 2017, les revenus consolidés de Novaturas ont atteint 141,1 millions d'euros (+39% par rapport à 2016) pour un profit net de 8,2 millions d'euros (+82% par rapport à 2016).
- **La Cour des Comptes lituanienne a rendu public ses conclusions de l'audit de clôture de la campagne des fonds européens 2007-2013 le 19 avril**. Selon le communiqué de presse de la Cour des Comptes, le Département de l'audit des investissements de l'Union européenne a communiqué à la Commission européenne des éléments nécessaires pour clôturer la période de financement 2007-2013, et prendre une décision concernant le paiement des 300 millions d'euros de fonds alloués finaux à la Lituanie. Les résultats de l'audit de clôture ont confirmé que le système lituanien de gestion des fonds de l'UE fonctionnait correctement - la somme des dépenses non éligibles ne dépassait pas la marge d'erreur tolérable fixée par l'UE.
- **Le gouvernement lituanien a présenté le 17 avril son programme de réformes prévues dans six domaines, dont la fiscalité, la promotion de l'innovation et les retraites**. Les impôts sur le revenu devraient diminuer, conformément au plan triennal, en particulier pour les personnes ayant un revenu moyen, en étendant l'application du revenu non imposable à 2,5 salaires moyens et en l'augmentant régulièrement. En outre, la cotisation d'assurance sociale serait réduite de 2% avec une certaine progressivité pour des salaires supérieurs à la moyenne. Ces changements devraient toucher plus de 1 million de travailleurs. La réforme fiscale devrait rendre la fiscalité du travail la plus faible dans les pays baltes. Les cotisations sociales de l'employeur et de l'employé seront fusionnées et comprendront: la cotisation d'assurance sociale de l'employé, y compris l'assurance maladie obligatoire, qui sera de 18,5%, la contribution de l'employeur de 1,24% et le taux de l'impôt sur le revenu de 21%. A partir de 2019, le plafond de l'assurance sociale (SODRA) serait introduit. En outre, la taxe foncière devrait être appliquée pour les propriétés autres que la résidence principale. Le coût de la mise en place de la réforme fiscale est estimé à 173 millions d'euros en 2019.

LEXIQUE

cjo : corrigé des effets de calendrier

cvs : corrigé des variations saisonnières

g.a. : glissement annuel

g.t. : glissement trimestriel

IPC(H) : indice des prix à la consommation (harmonisé)

IPI : indice de la production industrielle

IPP : indice des prix à la production

PECO(B) : pays d'Europe centrale et orientale (balte)

pb : points de base

pp : points de pourcentage

volume : à prix réels (donnée mesurée aux prix de l'année précédente chaînés)


PREVISIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE ET NOTATIONS

	Pologne	Hongrie	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Estonie	Lettonie	Lituanie								
PIB (variation N/N-1 en %)*																
2017	4,6	3,8	4,5	3,4	4,9	4,3	4,5	3,8								
2018	4,2	3,7	3,2	4,0	4,2	3,3	3,5	2,9								
2019	3,6	3,1	2,9	4,2	3,5	2,8	3,2	2,6								
Inflation (variation annuelle)*																
2017	1,6	2,4	2,4	4,4	1,6	3,7	2,9	3,7								
2018	2,1	2,8	2,4	2,2	1,8	3,1	3,1	2,9								
2019	2,6	2,9	2,0	2,0	2,0	2,6	2,9	2,5								
Chômage (% population active)																
2017	5,0	4,2	3,0	8,3	6,8	6,9	8,4	7,3								
2018	4,2	4,0	2,9	7,4	5,9	7,7	7,9	6,8								
2019	4,0	4,0	2,9	6,6	5,2	8,5	7,3	6,4								
Solde public (% PIB)																
2017	-1,7	-2,1	1,2	-1,6	-0,8	-0,2	-0,9	0,1								
2018	-1,7	-2,6	0,8	-1,0	0,0	-0,4	-1,0	0,3								
2019	-1,9	-2,3	0,6	-0,2	0,4	-0,5	-1,1	0,3								
Dettes publiques brutes (% PIB)																
2017	53,2	72,6	34,6	50,6	76,4	9,2	39,0	41,5								
2018	53,0	71,5	33,3	49,9	74,1	9,1	35,5	37,9								
2019	53,0	69,4	32,5	47,2	72,0	9,1	35,7	38,9								
Solde courant (% PIB)																
2017	0,0	4,3	0,8	0,2	4,5	1,7	-1,2	-0,7								
2018	-0,7	3,3	0,7	0,4	4,0	1,5	-1,4	-0,3								
2019	-0,9	3,2	0,4	1,3	3,6	1,4	-1,0	-0,4								
Notation de la dette souveraine																
Agences	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.	Note	Persp.
S&P	BBB+	Stable	BBB-	Positive	AA-	Stable	A+	Stable	A+	Stable	AA-	Stable	A-	Positive	A-	Positive
Moody's	A2	Stable	Baa3	Stable	A1	Stable	A2	Positive	Baa1	Stable	A1	Stable	A3	Stable	A3	Stable
Fitch	A-	Stable	BBB-	Positive	A+	Positive	A+	Stable	A-	Stable	A+	Positive	A-	Stable	A-	Stable

* Prévisions intermédiaires Hiver 2018, sinon Automne 2017

Copyright

 Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Varsovie. (adresser les demandes à varsovie@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

 MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

 Service Économique Régional de Varsovie
Ambassade de France en Pologne
www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/pologne
twitter.com/FranceEcoPoland

 Rédigé par Raphaël STANZEL et Cezary TOBOJA, en collaboration avec les services économiques de la région
Validation : Benoît GRESS

Version du 20/04/2018